



Le Directeur de la Santé,

Vu l'article 10 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;

Vu les recommandations émises à l'attention des établissements d'hébergement pour personnes âgées en date du 21 mars 2020,

Vu les recommandations émises à l'attention des réseaux d'aide et de soins en date du 21 mars 2020,

Vu l'avis de la Commission nationale pour la protection des données du 10 mars 2020,

Vu les recommandations relatives à l'usage du test RT-PCR à la recherche du SARS-CoV-2 en date du 30 mars 2020

Considérant que la définition des personnes vulnérables au COVID-19 comprend les personnes âgées de 65 ans ou plus et les personnes atteintes de maladies cardio-vasculaires, de maladies respiratoires chroniques, de diabète, de cancer ou de déficience immunitaire,

ordonne :

Art. 1^{er} Pour les professionnels de santé et le personnel de soins et d'encadrement travaillant dans un réseau de soins ou une structure de soins, autorisés conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, prenant en charge des personnes vulnérables au COVID-19 :

1. L'interdiction, jusqu'à nouvel ordre, d'entrer ou de rester sur le lieu de travail en cas de symptômes compatibles avec une infection à coronavirus (fièvre, toux, difficulté respiratoire) ;
2. La réalisation d'un test à la recherche du SARS-CoV-2 chez tout professionnel de santé et tout personnel de soin et d'encadrement, si le médecin consulté (le cas échéant par téléconsultation) confirme la suspicion de COVID-19, dans un délai de 48h après l'apparition des symptômes ;
3. En cas de résultat positif au SARS-CoV-2, la communication sans délai à l'employeur du compte-rendu de laboratoire d'analyses médicales, sous forme écrite, mentionnant l'identité, la date du prélèvement et le résultat du test ;
4. Le respect des précautions standard en matière d'hygiène et, lors du contact avec des patients COVID-19 suspects ou confirmés, le respect des précautions additionnelles contact et gouttelettes ; le cas échéant, le respect des recommandations émises en date du 21 mars 2020, relatives à la prévention COVID-19 au sein des structures d'hébergement pour personnes âgées et dans les réseaux de soins ;
5. Le port de vêtements de travail réservés exclusivement au lieu de travail, changés quotidiennement et lavables à 60°C.

Art. 2. Pour les chargés de direction d'un réseau de soins ou d'une structure de soins prenant en charge des personnes vulnérables au COVID-19 :

1. L'interdiction d'accéder au lieu de travail, y compris aux espaces de détente réservés au personnel, pour tout professionnel de santé et tout personnel de soin et d'encadrement présentant des symptômes compatibles avec une infection à coronavirus (fièvre, toux, difficulté respiratoire) ;
2. La tenue d'un registre concernant les absences du personnel pour lequel un résultat positif au SARS-CoV-2 lui a été communiqué ;
3. La déclaration de tout cas de COVID-19 au sein de son personnel à la cellule de crise
4. La nomination de deux personnes référentes en matière de prévention et de lutte contre les infections, qui :
 - a. effectuent une formation spécifique relative à la prévention COVID-19 organisée par la Direction de la santé
 - b. assurent la formation et le contrôle des acquis en matière de prévention COVID-19 auprès du personnel de l'établissement
 - c. veillent à la bonne application des recommandations et informent la direction de l'établissement de tout manquement
5. Le contrôle de la bonne application des mesures de prévention précitées
6. La nomination d'une personne référente pour le recueil des données et la soumission des indicateurs requis dans le cadre de la crise COVID-19, y compris, pour tout résident ou client positif pour le COVID-19 ou décédé des suites de cette infection, le numéro matricule national
7. Le contrôle de la transmission quotidienne des indicateurs vers le ministère de la Santé, selon le flux et les formats définis
8. La mise à disposition de tenues de travail lavable à 60°C pour le personnel ou, à défaut, la possibilité de lessiver ces tenues ou, à défaut, la mise à disposition de sacs permettant le transport de ces tenues vers le domicile du personnel en réduisant le risque de contamination.

Art. 3 La présente ordonnance est applicable tout au long de la pandémie de SARS-CoV-2.

Art. 4 La présente ordonnance est notifiée par voie administrative aux réseaux de soins et les structures de soins, autorisés conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Art. 5 – Un recours contre la présente ordonnance est ouvert auprès de la Ministre de la Santé dans un délai de dix jours à partir de la notification.

Copie pour information à Madame la Ministre de la Santé

Luxembourg, le 30 mars 2020

Le Directeur de la santé
Dr. Jean-Claude SCHMIT